



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

La situation sécuritaire au Burkina Faso

*Par Julien Cann, Tiphaine Manson (dir. Alexandre Negrus),
Analystes au sein du Pôle Radicalisation & Terrorisme
Centre International de Recherche & d'Analyse - Ambassadeurs de la Jeunesse*

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2019.

Comment citer cette publication :

Julien Cann, Tiphaine Manson (dir. Alexandre Negrus),
« La situation sécuritaire au Burkina Faso », Ambassadeurs de la Jeunesse, 7
décembre 2019.

Ambassadeurs de la Jeunesse
31 Rue de Poissy 75005 Paris
E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org
Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org



Découpage administratif du Burkina Faso



En 2014, la chute du Président Blaise Compaoré et ses alliés suite à un mouvement populaire marque la fin d'un gouvernement qui dirigeait le pays depuis 1987. Le Président Roch Marc Christian Kaboré est élu Président. Le nouvel homme fort du pays doit toutefois faire face à d'importants problèmes : hausse du chômage chez les jeunes, insécurité grandissante, corruption, etc¹. En 2016, il nomme Paul Kaba Thieba Premier ministre du Burkina Faso.

Le 21 janvier 2018, le Président annonce la démission du Premier Ministre Paul Kaba Thieba. Les raisons pourraient être directement liées à la recrudescence des violences dans le pays. L'actuel gouvernement devra être formé par Christophe Dabiré, promu Premier Ministre, qui a affirmé que son objectif principal était la lutte contre l'insécurité dans le pays.

Après la formation du nouveau gouvernement le 24 janvier, Kaboré a remanié le 7 février le commandement supérieur de l'armée, notamment le colonel Gilles Bationo nommé chef de l'armée de terre et le colonel major Oumarou Sawadogo commandant du groupement d'armées central.

Contexte Sécuritaire

La chute du Président Compaoré marque la fin des négociations avec les islamistes armés. En 2015, la dissolution du Régiment de Sécurité Présidentielle, unité d'élite et garde prétorienne du pouvoir, fait s'effondrer le système sécuritaire burkinabé². Les groupes islamistes se multiplient au nord et à l'est du pays et l'armée officielle, mal équipée, peine à réagir.

Le Burkina Faso subit le déchainement de violences dues aux opérations dans le Sahel. Au croisement entre le Mali, le Nigeria et le Burkina Faso, les armées nationales, les forces françaises et à moindre mesure la force « G5 Sahel », s'attaquent aux groupements terroristes qui se divisent et se reforment, donnant lieu à une multitude de groupes armés. La situation sécuritaire s'est détériorée depuis juillet 2018 en même temps que se sont accrues les tensions avec le Nigeria. Depuis le 1^{er} janvier 2019, l'état d'urgence est mis en place dans les

¹ « Election de Roch Marc Kaboré : un renouveau pour le Burkina Faso ? », interview de Philippe Hugon pour l'IRIS, 1^{er} décembre 2015.

² Sampana, Léon. « La Démilitarisation paradoxale du pouvoir politique au Burkina Faso », *Les Champs de Mars*, vol. 28, mars 2015, pp. 34-49.

régions de l'Est, du Sahel et dans la province de la Kossi, du Sourou, du Koulpelogou, du Kéné Dougou et du Loroum³. Il a été prolongé pour six mois le 11 juillet 2019 par l'Assemblée nationale afin de renforcer et consolider la lutte contre l'insécurité et donner plus d'opportunités et de moyens aux Forces de défense et de sécurité afin de poursuivre leurs actions de sécurisation.

Le Burkina Faso, désireux de devenir un acteur de premier plan dans la lutte contre les mouvements radicaux au Sahel, a pris la présidence du groupement régional du G5 Sahel lors d'un sommet à Ouagadougou le 5 février 2019. À cette occasion, les dirigeants des cinq pays ont appelé dans un communiqué à une coopération plus étroite avec l'ONU, y compris une assistance militaire à la force conjointe du G5, et ont réitéré leur demande de « placement de la force sous le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies »⁴.

D'où viennent les attaques ?

Au Nord : attaques menées sous la bannière d'Ansarul Islam, première formation djihadiste locale mais connectée au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).

À l'Est : les attaques proviendraient à la fois de l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Contrairement à d'autres régions, les relations entre l'État islamique et Al-Qaïda ne seraient pas conflictuelles au Sahel, les groupes luttant ensemble contre le G5 et les forces françaises.

Les attaques dans le pays et plus spécifiquement dans la capitale Ouagadougou sont en hausse. Ces attaques ciblent généralement des lieux fréquentés par les occidentaux :

- **Janvier 2016 :** 30 morts dont 6 Canadiens et 5 Européens lors d'une fusillade dans le centre de Ouagadougou. L'attaque a été revendiquée par le groupe djihadiste AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) ;
- **Août 2017 :** fusillade dans un restaurant Turc faisant 19 morts, dont une ressortissante française ;
- **Mars 2018 :** double attaque contre l'ambassade de France et l'état-major burkinabé, revendiquée par GSIM.

³ Assemblée nationale du Burkina Faso, *Compte rendu analytique de la séance plénière du mardi 8 janvier 2019*, 9 janvier 2019.

⁴ G5 Sahel, *Communiqué final de la 5^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etats*, 5 février 2019.

Quel impact ?

- Plus de 600 civils ou militaires tués depuis 2015, selon le rapport de situation du Bureau de la coordination des affaires humanitaire des Nations Unies de septembre 2019 ;
- Plus de 290 000 personnes déplacées (insécurité alimentaire grandissante) ;
- Niveau d'éducation à la baisse (fermeture de centaines d'écoles) ;
- Mines et attaques armées à répétition qui entravent les déplacements dans le pays ;
- Augmentation des kidnappings de nationaux et d'occidentaux ;
- Toutefois, les Forces de défense et de sécurité (FDS) du Burkina Faso sont les premières victimes de ces violences.

Groupes terroristes en présence⁵

Affiliés à l'organisation Al-Qaïda :

- **Ansar Ul-Islam**, groupe salafiste djihadiste actif au Burkina Faso et au Mali apparu en décembre 2016. Le groupe recrute en premier lieu parmi les populations peules. Il est actif dans le nord du pays. Ibrahim Malam Dicko est officiellement le leader du groupe. Il s'agit d'un prêcheur de Soum qui a gagné en influence en promouvant une égalité entre les classes et en remettant en question la dominance des chefs traditionnels ainsi que la monopolisation par les marabouts de l'autorité religieuse. Toutefois, la principale faiblesse du mouvement est son manque d'unification ;
- **GSIM** (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, *Jama'at Nasr al-islam wal Muslimin*, en arabe). C'est une organisation terroriste d'idéologie salafiste djihadiste, formée le 1^{er} mars 2017 pendant la guerre du Mali. Le groupe naît de la fusion entre 4 groupes djihadistes : Ansar Dine, les forces d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) dans le Sahel, de la Katiba Macina et enfin de la Katiba Al-Mourabitoune. Ces trois derniers groupes sahéliens se sont unis pour contrer l'influence de l'Etat islamique dans la région. Ils ont fait allégeance à Al-Qaïda et aux Talibans.

⁵ Human Rights Watch, « Abus commis par des islamistes armées et par des membres des forces de sécurité au Burkina Faso », mai 2018.

Affilié à l'organisation Etat islamique :

L'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) est une organisation militaire et terroriste d'idéologie salafiste djihadiste, née le 15 mai 2015 d'une scission d'Al-Mourabitoune. Le groupe prêche allégeance à l'Etat islamique et à son « calife », Abou Bakr al-Baghdadi, qui la reconnaît officiellement le 30 octobre 2016.

Les forces armées en présence

- **Forces françaises** : dès 2010, les enlèvements d'occidentaux ont poussé les services de sécurité français à accentuer leur présence dans la région. L'opération « Barkhane » lancée le 1^{er} août 2014, vise à lutter contre les groupes armés salafistes djihadistes dans toute la région du Sahel. L'opération repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Ainsi, elle a pour but d'appuyer les forces armées de ces pays, de renforcer la coordination des moyens militaires internationaux mais aussi d'empêcher la reconstitution de zones de refuges terroristes dans la région⁶. En décembre 2018 le Burkina Faso et la France ont signé une nouvelle version de l'accord intergouvernemental de défense de 2015 afin d'améliorer le cadre juridique de la coopération militaire et opérationnelle entre les deux pays⁷. Les forces françaises s'inquiètent de la faiblesse de la réponse des autorités du Burkina Faso face aux menaces terroristes. À la demande des autorités burkinabés, la force Barkhane est intervenue dans le pays à plusieurs reprises afin de neutraliser des groupes djihadistes : frappe aérienne à Inata dans le nord et dépêche d'hélicoptères dans les environs de Pama dans l'est en octobre 2018⁸. Les armées nationales des pays sahéliens, parmi les plus pauvres au monde et souvent elles-mêmes cibles de violences, semblent incapables d'enrayer la progression des attaques malgré l'appui de troupes étrangères, notamment des militaires français. Les forces de défense et de sécurité du Burkina-Faso étant sous-équipées, mal formées et

⁶ *Idem.*

⁷ Ambassade de France à Ouagadougou, *Communiqué de presse conjoint franco-burkinabè suite à l'entretien du Président de la République Emmanuel Macron avec Roch Christian Kaboré, Président du Faso*, 19 décembre 2018.

⁸ Ministères des Armées, *dossier de presse Barkhane*, 31 juillet 2019.

désorganisées, le cycle de violence s'intensifie et les appels aux membres de l'opération Barkhane se multiplient⁹. À la demande des autorités, la force est ainsi intervenue à deux reprises sur le territoire burkinabé en septembre 2019 afin de soutenir les Forces Armées Nationales, notamment pour sécuriser le nord du pays à l'occasion du sommet de la CEDEAO à Ouagadougou¹⁰.

Lors de sa visite officielle au Burkina Faso en novembre 2019, la Ministre française des armées Florence Parly a annoncé le lancement de la nouvelle opération conjointe « Bourgo IV » conduite par la force Barkhane en collaboration avec les militaires burkinabés dans la zone frontalière du pays avec le Mali et le Niger. Le pays semble donc conscient de la nécessité de la collaboration avec des forces étrangères, notamment françaises, afin de faire face à la menace terroriste dans la région.

Certains analystes tels que Bakary Sambe, directeur du groupe de réflexion Timbuktu Institute, ou encore Sidi Kounta, sociologue et expert du djihadisme au Sahel, estiment cependant que l'appui d'une puissance étrangère pourrait alimenter le discours des terroristes qui s'appuient sur les frustrations des populations et risque d'empirer la situation¹¹.

- **G5 Sahel** : il s'agit d'un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, créé lors d'un sommet du 15 au 17 février 2014 par cinq États du Sahel : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. Il est le pendant militaire, politique et économique sahélien de l'opération française Barkhane et est destiné à améliorer la coordination des activités de sécurité et de défense entre les États du G5 Sahel.

Toutefois, il est mal équipé et peu efficace, notamment en raison d'un partage des renseignements limité en plus d'une insuffisante coopération entre les polices et d'une mutualisation des moyens plutôt faible. Selon le général Clément Bollé, officier français et consultant international en matière de sécurité, les cinq pays ne s'associent pas efficacement, préférant se coordonner de façon bilatérale sur leurs frontières respectives, ce qui limite fortement les capacités de la force conjointe. De plus, le fonds fiduciaire constitué pour recevoir les financements promis par l'Union européenne, les États-Unis, l'Arabie Saoudite et quelques pays

⁹ Antil, Alain. « Sahel : soubassements d'un désastre », *Politique étrangère*, vol. automne, no. 3, 2019, pp. 89-98.

¹⁰ Ministère des Armées, *Barkhane : Appui au renforcement des Forces Armées du Burkina-Faso dans le Soum*, 3 octobre 2019.

¹¹ Timbuktu Institute, « Le renforcement du civilo-militaire atténuerait les incompréhensions autour de Barkhane », 10 octobre 2019.

du Golfe n'est presque pas alimenté et le manque de ressources est devenu un élément majeur de préoccupation, empêchant la force conjointe de s'adapter à l'évolution de la menace terroriste au Sahel¹². Afin de pallier ces difficultés, Antonio Guterres s'est déclaré favorable à « *un financement des Nations unies avec des contributions obligatoires pour la force du G5 Sahel* » dans un entretien diffusé le 3 septembre 2019 sur Radio France Internationale. Mais, selon lui, même un tel financement ne serait pas suffisant étant « *convaincu que nous ne sommes pas en train de gagner la guerre contre le terrorisme au Sahel* » et « *qu'il faut renforcer cette opération* »¹³.

Incidents 2018/2019

Depuis janvier 2018, les attaques terroristes et les enlèvements se multiplient au Burkina Faso, notamment au nord et à l'est du pays. Le tableau suivant, bien que non exhaustif, vise à mieux cerner l'ampleur du phénomène en présentant certains de ces incidents et le nombre de victimes civiles, militaires et policières associées.

Sources : Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère burkinabé de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Ministère burkinabé de la Défense Nationales et des Anciens Combattants, Ambassade de France à Ouagadougou, AFP, RFI Afrique, Le monde Afrique, VOA Afrique.

¹² « G5 Sahel : quel état des lieux ? », interview de Serge Michailof pour l'IFRI, 4 juillet 2018.

¹³ Déclaration de d'Antonio Guterres lors d'une réunion de haut niveau sur le Mali et le Sahel en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en septembre 2019.

DATE	FAITS	CIVILS TUÉS (au minimum)	POLICIERS ET MILITAIRES TUÉS (au minimum)
Janvier 2018	<ul style="list-style-type: none"> 2 Janvier : des Mossis ont attaqué un campement de Peules, accusés d'être complices des terroristes. 29 janvier : des hommes armés ont tué deux policiers qui patrouillaient au nord de Baraboulé. 		2
Mars	<ul style="list-style-type: none"> 2 mars : attaques à Ouagadougou, 30 personnes sont tuées et 85 sont blessées. Attaque terroriste contre l'ambassade française, le centre culturel du Burkina Faso et le quartier général de l'armée. [GSIM] Un garde forestier a été tué par des terroristes dans la localité de Nassougou. Des hommes armés ont assassiné le maire de Koudougou, une commune à 100 kilomètres à l'Ouest de la capitale. [EIGS] Un étudiant a été tué à Nassoumbou. Les terroristes ont kidnappé les professeurs. 	33	
Avril	<ul style="list-style-type: none"> 15 avril : assassinat d'Hamid Koundaba, maire de Koutougou, revendiqué par l'EIGS qui l'accuse d'avoir collaboré avec le gouvernement et l'armée burkinabé dans la traque du groupe islamiste. 	1	
Mai	<ul style="list-style-type: none"> Des terroristes ont kidnappé un employé de la Croix Rouge française près de Béléhédé dans la région de Tongomayel dans la province de Soum. 3 djihadistes et un gendarme ont été tués lors d'une fusillade entre les forces de sécurité et les terroristes à Ouagadougou. 6 autres personnes dont 2 civils ont été blessées. 		1

<p>Juin</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 16 juin : une triple attaque a ciblé une brigade de gendarmerie, un commissariat et un poste de police à Commin-Yang, ville de l'est du pays, faisant un mort. Un assaillant a été abattu à l'intérieur du commissariat. Les autres ont réussi à prendre la fuite en emportant des armes, des motos et au moins un véhicule. 		<p>1</p>
<p>Août</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 13 août : mort de cinq gendarmes et d'un militaire à la retraite dont le pick-up a sauté sur une mine sur l'axe Ougarou-Boungou, à une centaine de kilomètres du chef-lieu de la région. ▪ Dans la nuit du 22 au 23 août, l'assistant de police Sandofini Aristide Bonzi est tombé avec sa patrouille dans une embuscade sur l'axe Sollé-Titao. ▪ Dans la nuit du 27 au 28 août des hommes armés ont attaqué la brigade de gendarmerie de Pama, à une centaine de kilomètres de la ville de Fada N'Gourma, dans l'est du Burkina Faso. Le bâtiment a été incendié et tout le matériel est parti en fumée. ▪ 28 août : sept membres des forces de sécurité intérieure ont trouvé la mort en apportant du renfort lors de l'attaque de la brigade de gendarmerie de Pama dans l'est du pays. À une trentaine de kilomètres de Fada N'Gourma, le véhicule de tête a sauté sur un engin explosif improvisé. 		<p>15</p>

<p>Septembre</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Deux soldats de l'armée ont été tués par une bombe près de Kompenga, cinq autres ont été blessés. ▪ 14 septembre : au moins 9 personnes tuées lors d'une double attaque islamiste dans des villages de Kompienga. La première, dans une mosquée a tué 5 personnes dont un imam et la deuxième a tué au moins 3 personnes d'une même famille. ▪ Un prêtre italien a été kidnappé dans le sud du Niger ainsi que 2 autres prêtres à la frontière du Burkina Faso. ▪ 23 septembre : 3 officiers de police sont tués dans le nord du pays. [AQMI ou EIGS] ▪ 26 septembre : au moins 9 soldats du Burkina Faso sont tués et plusieurs sont blessés, leur véhicule ayant roulé sur une mine dans la région de Braboulé, dans la province de Soum. 	<p>9</p>	<p>14</p>
<p>Octobre</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 4 octobre : 6 morts et un blessé grave lors de l'explosion d'un véhicule militaire dans la province de Komondjari. ▪ 5 octobre : 7 policiers sont tués lors d'une fusillade avec des militants dans la région de Sollé. ▪ 17 octobre : un mort et 2 blessés lors de l'attaque d'une gendarmerie dans la région de Barani. 		<p>14</p>

<p>Novembre</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un homme est tué par Ansar ul-Islam dans la région de Baraboulé ▪ 5 novembre : deux soldats burkinabé sont tués par une bombe près de la ville de Nassoumbou. ▪ 8 novembre : une gendarmerie est attaquée par des militants djihadistes dans la ville de Namssiguia. ▪ Le maire du village de Bossey dans la region d'Arbinda est assassiné par des membres d'Ansar ul-Islam ▪ 4 policiers et un chauffeur civil sont tués par une bombe près de Boungou. 	<p>2</p>	<p>6</p>
<p>Décembre</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des djihadistes ont attaqué une gendarmerie et ont blessé 3 gendarmes dans la région de Seytenga. ▪ 6 décembre : 2 policiers ont été tués dans une embuscade dans la région de Kiembara, ▪ 20 décembre : 3 personnes, dont 2 élus officiels, ont été tués dans un village de la région de Oudalan. Le président du village a été kidnappé et un habitant blessé. ▪ 22 décembre : 3 morts et 4 blessés lors d'une attaque à la bombe sur l'autoroute de Komienga. ▪ 27 décembre : une patrouille de sécurité est tombée dans une embuscade dans la province de Sourou. On compte 10 officiers morts et 3 blessés. Le GSIM est tenu pour responsable. 	<p>6</p>	<p>12</p>

<p>Janvier 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 janvier : massacre de Yirgou = 49 tués dans des attaques djihadistes et affrontements entre ethnies. L'événement a eu lieu dans la région de Barsaloglo. ▪ 10 janvier : deux morts et un blessé lors d'une attaque dans la ville de Gasseliki. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans est tenu pour responsable. ▪ 27 janvier : une dizaine d'hommes ouvrent le feu sur le marché du village de Sikiré, dans la province du Soum, tuant 10 civils. 	<p>61</p>	
<p>Février</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 4 février : 14 civils sont tués dans une attaque attribuée à des djihadiste à Kain, dans la province du Yatenga, frontalière du Mali. ▪ 14 février : le cadavre piégé d'un terroriste ayant succombé à ses blessures suite à un affrontement avec les forces armées burkinabés tue un médecin militaire et son assistant à Djibo, dans la province du Soum. ▪ 15 février : 4 douaniers qui avaient érigé un poste de contrôle à Nahao, dans la province du Kouplélogo à l'est du pays, ont été tués dans une attaque djihadiste. 	<p>14</p>	<p>6</p>
<p>Mars</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 18 mars : les corps de deux enseignants enlevés quelques jours auparavant à Djibo sont retrouvés à Koutoukou. ▪ 29 mars : trois civils et deux assaillants sont tués lors de l'assaut lancé contre la brigade de gendarmerie de Yenderé, à l'ouest du pays près de la frontière ivoirienne. 	<p>5</p>	
<p>Avril</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 avril : une attaque djihadiste à Arbinda a fait 32 morts. Elle est suivie d'affrontements intercommunautaires qui feront 30 morts de plus. ▪ 26 avril : 6 personnes, dont 5 enseignants burkinabés, sont tués par des hommes armés présentés comme djihadiste à Maytagou, au centre-est du pays. ▪ 28 avril : le pasteur et 5 fidèles du temple de Silgadji, dans la province du Soum, sont abattus par des hommes armés au sein de leur temple. C'est la première fois qu'un lieu de culte chrétien est directement visé par une attaque. 	<p>74</p>	

<p>Mai</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 12 mai : attaque terroriste contre une église catholique à Dablo, au nord du pays, dans laquelle 6 personnes ont été tuées. ▪ 13 mai : 4 morts dans l'attaque d'une procession religieuse catholique à Signa, au nord du pays. ▪ 29 mai : 4 personnes sont tuées dans l'attaque d'une église catholique du village de Toulfé, dans la région nord du pays. 	<p>14</p>	
<p>Juin</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 18 juin : une attaque terroriste visant le village de Béléhédé, dans la province du Soum, fait 17 morts. ▪ 22 juin : deux attaques de djihadistes font 15 morts dans les localités de Sagho et Toékodogo, dans le nord du pays. 	<p>32</p>	
<p>Juillet</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 25 juillet : des hommes armés non identifiés tuent 15 personnes à Pissila, au nord de Ouagadougou. 	<p>15</p>	
<p>Août</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 14 août : un véhicule militaire saute sur un engin explosif improvisé à Toeni, dans la province du Sourou, faisant 4 morts et 3 blessés. ▪ 15 août : un groupe d'individus armés ouvre le feu contre une équipe de police se rendant à Mentao, dans la province du Soum, pour la sécurisation du camp de réfugiés. Trois de leurs éléments sont mortellement touchés. ▪ 19 août : une centaine d'hommes armés appartenant à différents groupes terroristes attaque la caserne de Koutougou, dans la province du Soum à l'extrême nord sahélien du Burkina, tuant 24 militaires et en blessant 7 autres. 		<p>31</p>

<p>Septembre</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 8 septembre : 29 morts dans la province de Sanmatenga, dans le nord du pays. Des individus armés ont attaqué un convoi chargé de vivres pour les populations déplacées. ▪ 9 septembre : 6 gendarmes sont tués par des groupes terroristes armés à Dijbo, dans la province du Soum au nord du pays. Le même jour, 4 soldats sont blessés dans une attaque terroriste dans la province de Yatenga. ▪ 19 septembre : 5 soldats sont tués dans une embuscade à Toeni, dans la province du Sourou au nord-est du pays. ▪ 22 septembre : 9 civils sont tués dans des attaques djihadistes dans les villages de Bourzanga et de Book-Kiiba, au sud de Djibo. ▪ 28 septembre : 9 personnes sont abattues par des membres d'un groupe terroriste dans la commune de Zimtanga, dans la province du Bam. 	<p>47</p>	<p>11</p>
<p>Octobre</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 4 octobre : au moins 20 morts dans une attaque perpétrée par des individus armés non identifiés contre une exploitation artisanale d'or dans le village de Madoudji, au nord du pays. ▪ 11 octobre : attaque djihadiste contre les fidèles de la grande mosquée de Salmossi, dans la région d'Oudalan, faisant 16 morts. ▪ 19 octobre : des groupes armés lancent un assaut contre le poste de police des frontières de Yensé, dans la province du Yatenga. Au même moment, le détachement militaire de Banh, dans le Lorum, était aussi attaqué. La double attaque fera au moins 5 morts parmi les policiers et les militaires. ▪ 20 octobre : des assaillants portant des tenues militaires et des cagoules attaquent la ville de Zoula, dans la province du Bam, faisant 9 morts. ▪ 26 octobre : une attaque de plusieurs groupes terroristes armés à Pobé-Mengao, dans la province du Soum, fait au moins 16 morts. 	<p>61</p>	<p>5</p>

À noter également trois incidents majeurs en novembre 2019. Le 3 novembre, le député-maire de la commune de Djibo, dans la province du Soum, et les trois occupants de sa voiture ont été tués dans une embuscade tendue par des hommes armés non identifiés. Le 4 novembre a eu lieu une attaque d'un commando de plusieurs hommes armés contre le détachement de gendarmerie de Oursi, dans le nord du pays, faisant au moins 10 morts dont 5 gendarmes. Le 6 novembre est marqué par une embuscade sur l'axe Ougarou-Boungou contre un convoi d'une compagnie minière, causant la mort de 38 civils et faisant plus de soixante blessés.

La situation sécuritaire en chiffres

⇒ Depuis début 2015, les attaques djihadistes, de plus en plus fréquentes et meurtrières, en particulier dans le nord et l'est, ont fait près de **700 morts**, selon un décompte de l'AFP. L'année 2019 est déjà la plus meurtrière avec au moins **428 victimes** dont plus de la moitié (254) entre juin et début novembre.

⇒ La première moitié de l'année 2018 totalise **38 victimes** dont 30 pour la seule attaque à Ouagadougou en mars. Le deuxième semestre est beaucoup plus meurtrier avec au moins **78 victimes**. Il est notamment marqué par des attaques répétées contre les policiers, gendarmes et militaires burkinabés : **au moins 61** ont perdu la vie entre mi-août et fin décembre 2018. À titre comparatif, **4 sont décédés** au cours des 6 premiers mois de la même année.

⇒ Le 2 janvier et le 2 avril 2019 sont les jours les plus sanglants pour le Burkina Faso depuis début 2018, des affrontements ethniques s'ajoutant aux attaques djihadistes perpétrées ces jours-là. Ces violences ont fait respectivement **49 et 62 morts**.

⇒ En 2018, les attaques sont multiples mais leur envergure est relativement limitée : seules 2 font 10 morts ou plus contre 14 depuis le début de l'année 2019.

⇒ Les mois de janvier, d'avril et d'octobre 2019 sont les plus meurtriers depuis début 2018, comptant respectivement **61,74 et 66 victimes au moins**.

⇒ Depuis avril 2019, les attaques contre les lieux de culte se multiplient : un temple protestant est pris pour cible en avril, trois églises catholiques en mai et une mosquée en octobre.

⇒ Déjà **52 membres** de l'armée et des forces de l'ordre burkinabés ont péri ces 3 derniers mois (au 8 novembre 2019), dont plus de la moitié (31) entre le 14 et le 19 août ; ce qui en fait le mois le plus

meurtrier pour les policiers, gendarmes et militaires depuis début 2018.

⇒ Depuis septembre 2019, le rythme et l'ampleur des attaques s'intensifient : il ne se passe **pas plus de 10 jours** sans qu'une attaque ne fasse de victime, chacune faisant **en moyenne 13,5 morts** (13 attaques pour 176 morts). La situation semble continuer à s'aggraver chaque mois : autant de victimes civiles ont trouvé la mort dans des attaques au mois de septembre 2019 qu'au cours de la première semaine de novembre (47).